

Liminaire CSA local de la direction de Vendée

La Roche Sur Yon, le 17 janvier 2023

Monsieur le Président

Les élections du 8 décembre dernier ont confirmé la position de Solidaires Finances Publiques comme première organisation syndicale de la DGFIP. Au niveau de la Vendée, **notre organisation syndicale a recueilli 36,1% des votes exprimés.**

Malgré des modalités nationales d'organisation de ces élections largement perfectibles, les organisations syndicales de la DGFIP dont Solidaires Finances Publiques, en sortent renforcées et légitimées. Le taux de participation de 70,27 % à ce scrutin démontre une fois de plus l'attachement des agentes et agents de la DGFIP à la démocratie sociale et à un syndicalisme de proximité, force de propositions et combatif.

Cet esprit de combat est d'autant plus important que s'installent à compter de cette année 2023 les nouvelles instances issues de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019, qui affaiblit les droits, les garanties des personnels et fragilise leur défense. La conception qu'elle emporte du dialogue social est très en deçà des urgences sociales. Ceci démontre une fois encore que l'État employeur cherche, avant tout, à aseptiser les phases de discussions et de concertations, et à minimiser toutes formes de négociations sauf à les enfermer dans un carcan d'accord collectif. La DGAFP n'a pas jugé opportun de mettre à disposition tant aux administrations qu'aux élu.es que nous sommes, les outils permettant d'enclencher dès le 1^{er} janvier 2023 le bon fonctionnement des nouvelles instances.

Ainsi, l'annonce d'un projet type de règlement intérieur (RI) pour les CSA qui sera présenté en mars 2023 est tout simplement inacceptable.

Dans tous les cas, Solidaires Finances Publiques, au plan national comme au plan local, mettra tout en œuvre pour faire vivre et avancer les revendications des agentes et agents de la DGFIP dans toutes les instances de dialogue social, et par tous les moyens que nous jugerons adaptés.

Cette année 2023 s'est engagée sous de bien tristes auspices, avec notamment les conséquences de la loi de finances, qui frappe une fois encore la DGFIP et notre direction en matière de suppressions d'emplois. La DGFIP continue d'être le principal pourvoyeur de suppressions d'emplois de la Fonction Publique d'État. Sur ce point, nous réaffirmons que pour Solidaires Finances Publiques aucune suppression d'emplois n'est légitime. C'est pour cette raison que nous n'avons pas participé à la première convocation du lundi 9 janvier à un CSAL uniquement dédié aux suppressions d'emplois. Rien dans les faits, rien dans les réalités des services, rien dans l'exercice des missions, rien dans les attentes des usagers, rien dans les logiques de chaînes de travail, rien en matière d'amélioration des conditions de travail, ne justifie ses suppressions.

Nous réaffirmerons l'importance, au regard de l'étendue et de la technicité de nos missions, de stopper les suppressions d'emplois, de recourir exclusivement à des recrutements par concours et non à des emplois contractualisés car précaires, à revaloriser significativement le régime indemnitaire de tous les agents, et ce en dehors de toute logique de mérite individuel. En effet, si depuis des années la DGFIP tient le choc face à toutes les charges qui lui incombent, c'est bien par la force de son collectif. Ainsi, c'est l'ensemble des agents et des agentes qui doit être reconnu dans sa globalité.

Avec le Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) qui s'annonce, Solidaires Finances Publiques continuera de porter ses ambitions pour la DGFIP et pour les personnels. Car dans la période qui vient de s'écouler, marquée par une crise sanitaire sans précédent, et maintenant une crise économique où le pouvoir d'achat est mis à mal, les agents de la fonction publique sont les grands oubliés.

Par ailleurs, Solidaires Finances Publiques tient à formuler quelques vœux complémentaires pour 2023 :

- tout d'abord, le renforcement des mesures de protection et de sécurité pour les personnels. Le drame de Bullecourt (62) est encore dans tous les esprits. Il y a quelques jours, à nouveau, un agent d'accueil de la DRFIP Paris a été agressé sur son lieu de travail. Ainsi, la question est d'assurer la protection de tous les personnels qu'ils soient nomades (vérificateurs, géomètres, huissiers) ou sédentaires (accueil physique, téléphonique, réponses aux mails via les e-contact ou les BALF, ...) ou qu'ils soient dans les locaux administratifs ou privé (domicile). Ceci démontre l'importance d'une parole politique et administrative qui doit réaffirmer de manière ferme et offensive le bien-fondé et la nécessité de l'impôt ainsi que le rôle indispensable et légitime des personnels des finances, agents de l'État qui remplissent dans un cadre légal une mission de service public au service de l'intérêt général. La protection des agents doit se combiner avec la réalisation de toutes nos missions : plus les missions sont en recul ou incomprises, plus les agents sont en danger.
- Ensuite, nous trouvons inacceptable le fait que la dernière semaine de 2022 a été marquée, pour les personnels, par une annonce tardive du report de la mise en place de Mouv'RH, pour des raisons techniques. Ainsi, les règles légales ne seront pas pleinement appliquées cette année.
- Au plan local, nous ne pouvons que dénoncer la nouvelle dégradation des conditions de travail que provoque les nouvelles suppressions d'emplois objet du CSA de ce jour. La situation est déjà critique dans de nombreux services entre les vacances de postes, les départs à la retraite non remplacés, les problèmes informatiques de ce début d'année (problèmes Medoc, DEMETER, ...), les évolutions très rapides des métiers, ... **Solidaires FiP 85** souhaite ouvrir une discussion avec vous sur les différents métiers et services de Vendée afin de connaître les moyens que vous allez mettre en place pour permettre à chacun d'exercer son métier. Nous vous solliciterons sur ce sujet au moment des questions diverses. De plus, nous insisterons sur les besoins de formation de nombreux agents qui faute d'y accéder, se retrouvent confrontés à un stress professionnel difficilement supportable.
- Dans ce climat professionnel compliqué et face aux besoins forts d'accompagnement des personnels de Vendée, **Solidaires FiP 85** réaffirme son attachement aux services de proximité que sont le service RH de Vendée, le service de la formation professionnelle, la déléguée à l'action sociale, la médecin du travail et l'assistant social ainsi qu'à l'offre d'action sociale.
- Enfin, **Solidaires FiP 85** tient à vous retranscrire l'émotion vive des personnels confrontés à la fermeture de leur service. Nous pensons aux trop nombreuses trésoreries, aux services SPF et au dernier en date, le SIP/SIE de Luçon. Ce n'est pas qu'un acte professionnel, administratif.

Nous ne pouvons conclure cette déclaration liminaire sans faire un focus particulier sur la réforme des retraites qui s'annonce. Alors que notre direction compte un grand nombre d'agents « potentiellement » concernés par les impacts négatifs du projet du gouvernement (diminution des pensions, allongement de l'âge légal de départ à la retraite...), **Solidaires Finances Publiques Vendée**, avec l'ensemble des organisations syndicales du département et dans la dynamique nationale portée par nos organisations, s'inscrira pleinement dans le combat contre le projet de la nouvelle réforme des retraites.